

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 16/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CN'AIR**

2 rue André Bonin  
69004 Lyon

Références : 2024-02-55  
Code AIOT : 0006605497

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement CN'AIR implanté Site industriel et portuaire 30300 Beaucaire. L'inspection a été annoncée le 14/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant a informé l'inspection le 12 février 2024 de la chute d'un morceau de pôle de l'éolienne n°5. L'inspection s'est rendue sur le site le 15 février 2024 pour vérifier la mise en sécurité du parc éolien.

Ce parc a été mis en service en 2006. L'exploitant a déclaré avoir mis en place un suivi particulier de ce parc puisqu'il fonctionne depuis 17 ans.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CN'AIR
- Site industriel et portuaire 30300 Beaucaire
- Code AIOT : 0006605497
- Régime : Autorisation

La mise en service de ces cinq éoliennes date du 9 novembre 2006. Un permis de construire a été délivré le 28 février 2005.

Un récépissé de la préfecture du Gard n°12-104 N du 13 août 2012 acte le bénéfice de l'antériorité au titre des droits acquis pour le classement du parc éolien à autorisation au titre de la rubrique 2980.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2016 impose à la CNR des garanties financières.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	rapport d'accident	Code de l'environnement du 15/02/2024, article R 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	mise en œuvre des consignes de sécurité suite à l'accident	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	état du parc éolien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La chute d'un morceau de pale d'environ 400 kg au pied de l'éolienne n°5 n'a pas causé de dommages corporels. Depuis cet événement le parc a été mis à l'arrêt.

Les constats relevés lors de l'inspection du 15 février 2024 impliquent la transmission de justificatifs attendus sous un délai de 15 jours.

Dans l'attente de ces éléments et par mesure de précaution compte tenu de l'ancienneté et de l'état technique du parc, les éoliennes n° 3 et 5 du parc éolien de Beaucaire doivent rester à l'arrêt jusqu'à réparation de leurs pâles qui présentent un niveau de criticité ne permettant pas de garantir leur intégrité.

Un arrêté de mesures d'urgences est proposé à monsieur le Préfet pour formaliser cette position.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/02/2024, article R 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rapport d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
<b>Constats :</b> Le dimanche 11 février 2024 l'exploitant a été prévenu, suite au constat d'un riverain, de la chute d'une extrémité de pale de l'éolienne 05WEA8259 à 17h30. L'exploitant a prévenu l'inspection le 12 février 2024. L'inspection s'est rendue sur place le 15 février 2024. Le parc est à l'arrêt, la pale endommagée de l'éolienne 5 a été mise à la verticale pour éviter la dispersion de la fibre de verre présente à l'intérieur de la pale.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant d'établir et transmettre sous un délai de 15 jours un rapport d'accident précisant, notamment, les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Ce rapport comporte notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les circonstances et la chronologie de l'événement à partir du premier défaut de déséquilibre aérodynamique reçu par l'astreinte le samedi et dont l'arrêt automatique a été acquitté ;</li><li>- le détail des opérations de maintenance effectuée sur cette éolienne, y compris les réparations effectuées sur cette pale depuis la mise en service, ainsi que tous les résultats de contrôle ;</li><li>- l'analyse des causes et conséquences de l'accident : causes techniques, organisationnelles, météorologiques, retards d'interventions pouvant être à l'origine de l'évènement ou d'un évènement similaire;</li><li>- les mesures mises en œuvre pour gérer l'accident ;</li><li>- les conséquences économiques ;</li><li>- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'éolienne 05WEA8259 dite numéro 5;</li></ul> En fonction de l'avancement des différentes investigations le rapport d'incident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours
<b>N° 2 :</b> contrôle visuel des pâles
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle visuel des pâles
<b>Prescription contrôlée :</b> ..... II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. .....
<b>Constats :</b>  Suite à l'accident, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre les derniers rapports de contrôles visuels de l'éolienne numéro 5. - Le rapport Nordex du 16 novembre 2023 (contrôle par drone) catégorise la pôle A qui s'est brisée en niveau 4 signifiant que "l'intégrité ou les performances sont affectées et que ce cas est à analyser". En commentaire de ce rapport, il est précisé la nécessité de "réparer sous un délai inférieur à 3 mois " et de "faire une autre inspection visuelle avant la fin du mois de janvier 2024".
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La périodicité des contrôles visuels a été vérifiée par l'inspection, elle est conforme. L'inspection demande à l'exploitant de justifier la non prise en compte des recommandations du rapport du 16 novembre 2023, ayant conduit à la rupture de la pôle le 11 février 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



**N° 3 : mise en œuvre des consignes de sécurité suite à l'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, consignes
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :  - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;  - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, ..... ;  Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection il a été constaté la présence d'un gardien et le balisage interdisant l'accès au chemin de hâlage sur lequel est tombé le morceau de pale (longueur estimée entre 7 et 10 mètres et d'environ 400 kg). L'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre les consignes de sécurité en lien avec cet événement. Le document intitulé "Mode opératoire en cas de problème de balourd du rotor" version 5 2023-2024 précise que : - "les turbines sont stoppées automatiquement par les systèmes de mise en sécurité sur oscillations et sur vibrations". [...] -"Le redémarrage de la turbine s'effectue en se référant aux procédures constructeur"; [...]
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant a déclaré que la turbine avait été stoppée automatiquement dès le premier défaut remonté mais que ce défaut avait été acquitté et ceci à plusieurs reprises.  L'inspection demande à l'exploitant de justifier l'acquiescement du défaut de déséquilibre aérodynamique sur cette pale alors que le rapport de contrôle du 16 novembre 2023 par NORDEX précise que cette pale devait être réparée. L'inspection demande à l'exploitant de justifier si la procédure constructeur a été respectée et si cette procédure prévoit des spécificités pour les éoliennes dont les pales sont dégradées et identifiées comme nécessitant une réparation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 4 : systèmes instrumentés de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, systèmes instrumentés de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  L'inspection a demandé à l'exploitant de justifier la mise en place des systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation de cette éolienne et la transmission du dernier contrôle.  Le rapport Nordex du 5 juin 2023 a été transmis à l'inspection. Il ne contient ni commentaire ni conclusion.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de justifier le bon fonctionnement du système instrumenté de sécurité qui a identifié le dysfonctionnement de l'éolienne numéro 5 et a été acquitté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Etat du parc éolien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance du parc éolien
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection l'exploitant a déclaré avoir mis à l'arrêt l'éolienne 8257 dite éolienne n°3 depuis le 13 février 2024 dans l'attente d'une réparation.  Lors de l'examen des rapports de contrôles visuels des 5 éoliennes remis par l'exploitant, il est constaté que comme l'éolienne 5, l'éolienne 3 a des défauts de catégorie 4 nécessitant une intervention dans un délais de 3 mois (rapport du 16 novembre 2023).  Ces rapports de contrôles montrent que chacune des pâles des éoliennes a au moins un défaut de catégorie 3 indiquant que "l'intégrité ou les performances correctes seront affectées dans les conditions normales de fonctionnement si la réparation n'est pas effectuée".
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de fournir le registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et justifier les opérations préventives et correctives engagées pour l'ensemble du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



Nîmes, le 16/02/2024

Unité Inter Départementale Gard-Lozère  
Cellule Risques Anthropiques  
89 rue Weber  
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanieadeveloppement-durable.gouv.fr

**Arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2024- 007-DREAL  
portant sur le parc éolien exploité par CN'AIR à BEAUCAIRE, site industriel et  
portuaire**

Le préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70 ;
- VU** le décret du 25 octobre 2023 nommant Monsieur Mathias NIEPS, sous-Préfet chargé de mission auprès du préfet du Gard, secrétaire général adjoint de la préfecture du Gard ;
- VU** l'arrêté du 06 novembre 2023 donnant délégation à Monsieur Mathias NIEPS, sous-Préfet chargé de mission auprès du préfet du Gard, secrétaire général adjoint de la préfecture du Gard
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté du 22 juillet 2005 autorisant la SASU Parc Eolien CN'AIR de Beaucaire à exploiter une installation de production d'électricité ;
- VU** l'information faite par la société CN'AIR en date du 12 février 2024, concernant un accident survenu sur l'éolienne n°5 entraînant la chute d'un morceau de pale le 11 février 2024 ;
- VU** le rapport de contrôle de l'éolienne n°5 réalisé par la société NORDEX daté du 16 novembre 2023 ;
- VU** le courriel du 14 février 2024 de la société NORDEX intervenant pour le compte de l'exploitant CN'AIR exposant les résultats du contrôle par drone de l'ensemble du parc éolien effectué le même jour suite à l'incident du 11 février 2024 ;

**VU** l'inspection réalisée le 15 février 2024 et le rapport établi par l'inspection des installations classées à la même date.

**Considérant** que le rapport de contrôle de l'éolienne 8259 dite n°5 de la société NORDEX du 16 novembre 2023 classant la pale A-280 en défaut de catégorie 4 signifiant que « l'intégrité ou les performances correctes du sous-système/composant sont affectées. » ;

**Considérant** que dans les commentaires du rapport de contrôle de l'éolienne n°5 de la société NORDEX du 16 novembre 2023 il est noté « à réparer dans les 3 mois et réaliser une autre inspection avant la fin du mois de janvier 2024 » ;

**Considérant** que l'inspection et les travaux précités n'ont pas été réalisés et que la chute du morceau de pale a été constatée le 11 février 2024 ;

**Considérant** que suite au contrôle de NORDEX le 14 février 2024 toutes les pâles de l'éolienne 8257 dite n°3 sont concernées par un défaut de catégorie 4 susceptible d'affecter leur intégrité ;

**Considérant** que l'éolienne 8257 dite n°3 peut être susceptible de subir un événement similaire à l'éolienne 8259 au regard des défauts constatés lors de l'inspection dont les conclusions figurent dans le courriel du 14 février 2024 susvisé ;

**Considérant** que la chute d'une partie de pale de l'éolienne 8259 ainsi que les défauts d'intégrité des autres pâles de cette éolienne et de l'éolienne 8257 relevés lors des contrôles visuels précités ne permettent pas de poursuivre l'exploitation desdites éoliennes sans travaux de remise à état nominal et sans définition et mise en œuvre de mesures préventives ou correctives destinées à prévenir le renouvellement d'un défaut similaire ;

**Considérant** que l'inspection précitée a mis en évidence que les conséquences de l'évènement survenu le 12 février 2024 sur le site de Beaucaire exploité par CN'AIR sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient donc, en application des dispositions de l'article L. 512-20 du code de l'environnement, de prescrire en urgence la mise en sécurité et la mise en œuvre des mesures d'évaluation et de gestion que rendent nécessaires les conséquences de cet évènement survenu sur l'éolienne 8259 du parc éolien de Beaucaire ;

**Considérant** que l'ampleur des dégâts résultant de cet évènement susvisé constatés lors de la visite d'inspection et les résultats du contrôle de NORDEX sur l'éolienne n°3, ne permettent pas de poursuivre l'activité pour les éoliennes n°3 et 5.

**Considérant** que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'urgence des mesures à mettre en œuvre ne permet pas de recueillir préalablement l'avis de la Commission Départemental de la Nature, des Paysages et des Sites ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Gard ;

**ARRÊTE**



## **Article 1 – Respect des prescriptions**

La société CN'AIR dont le siège est sis 2 rue André BONIN 69004 LYON, est tenue de respecter les dispositions d'urgence prévues par le présent arrêté pour l'exploitation des installations situées sur la commune de BEAUCAIRE implantées sur le site industriel et portuaire.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

## **Article 2 – Suspension de l'activité des éoliennes 8257 et 8259**

Dès notification du présent arrêté, les éoliennes 8257 et 8259 dites n°3 et n°5 sont mises à l'arrêt.

La remise en service de ces installations, ne pourra être effectuée qu'après accord du préfet du Gard, après lui avoir communiqué ainsi qu'à l'inspection des installations classées, tous les éléments d'appréciation, et en particulier les justificatifs de réalisation des mesures prévues aux articles 3 et 4 ci-après pour justifier que l'exploitation de ces machines peut être réalisée en sécurité.

## **Article 3 – Mesures immédiates conservatoires**

Hormis les actions nécessaires à la mise en sécurité et au nettoyage du site, les éoliennes 8257 et 8259 dites n°3 et 5 sont mises à l'arrêt jusqu'à réparation de leurs pâles qui présentent un niveau de criticité ne permettant pas de garantir leur intégrité et justifications que l'exploitation peut reprendre en sécurité.

Dès notification du présent arrêté l'exploitant procède aux mesures suivantes :

- mise en sécurité des installations, interdiction d'accès, etc ;
- mise en place sur le site en dehors des heures ouvrées d'une présence permanente permettant de surveiller les installations jusqu'à l'évacuation ou le conditionnement du morceau de pale endommagée ;
- élimination des déchets par une filière agréée et transmission à l'inspection de(s) bordereau(x) de suivi d'élimination des déchets ;
- réalisation d'une expertise des éoliennes par une entreprise externe compétente pour déterminer l'origine de l'accident et les mesures préventives/correctives à mettre en œuvre sur les éoliennes pour prévenir toute récurrence de l'évènement constaté ;
- réalisation du contrôle des éoliennes conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 26 août 2011.

## **Article 4 – Rapport d'accident et actions correctives**

### *Article 4.1 Rapport d'accident*

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Ce rapport comporte notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'évènement à partir du premier défaut de déséquilibre aérodynamique reçu par l'astreinte le samedi 10 février 2024 et dont l'arrêt automatique a été acquitté ;



- le détail des opérations de maintenance effectuée sur cette éolienne, y compris les réparations effectuées sur cette pâle depuis la mise en service, ainsi que tous les résultats de contrôle ;
- l'analyse approfondie des causes et conséquences de l'accident : causes techniques, organisationnelles, météorologiques, retards d'interventions pouvant être à l'origine de l'évènement ou d'un évènement similaire ;  
les mesures mises en œuvre pour gérer l'accident ;
- les conséquences économiques ;
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service en sécurité des éoliennes 8259 et 8257 ;
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés ;
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

En fonction de l'avancement des différentes investigations le rapport d'incident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

#### *Article 4.2 Mesure de gestion post-accident*

Sur la base du rapport d'accident visé à l'article 4.1 et du rapport d'expertise visé à l'article 3 l'exploitant procède aux réparations et interventions sur les éoliennes 8259 et 8257 afin de permettre le rétablissement du fonctionnement desdites éoliennes en sécurité conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur susvisé. Il transmet au préfet à l'issue des réparations les justifications de l'exploitation en sécurité de ces éoliennes.

### **Article 5 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un

délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 6 – Sanctions**

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

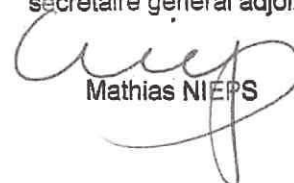
#### **Article 7 – Exécution**

- Le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie,
- Le maire de BEAUCAIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société CN'AIR.

Le Préfet

Pour le préfet,  
le sous-préfet,  
secrétaire général adjoint

  
Mathias NIEPS

